

RCS : BOURG EN BRESSE

Code greffe : 0101

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOURG EN BRESSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 00335

Numéro SIREN : 894 023 894

Nom ou dénomination : AA FRANCE SAS

Ce dépôt a été enregistré le 16/02/2021 sous le numéro de dépôt 1473

AA FRANCE SAS
Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
Capital social : 5.000 Euros
Siège social : 111, chemin en Combe
01170 ECHENEVEX

RCS BOURG-EN-BRESSE

ETAT DES SOUSCRIPTEURS D'ACTIONS

NOM, PREMON ET ADRESSE DES SOUSCRIPTEURS	NOMBRE D'ACTIONS SOUSCRITES	MONTANT TOTAL DES SOUSCRIPTIONS	MONTANT DES VERSEMENTS EFFECTUES
La société ANURA ASSOCIATES SA, Société anonyme de droit suisse dont le siège est en SUISSE à PLAN-LES-OUATES (1228) - Chemin des Aulx 12 et immatriculée au Registre du Commerce de Genève sous le numéro CHE-340.413.86 Représentée par Monsieur Pascal BRUN, Président,	5000 actions	5 000 €	5 000 €
	5000 actions	5 000 €	5 000 €

Le présent état, qui constate la souscription de 5.000 actions de la société **AA FRANCE SAS**, ainsi que le versement de la somme de 5.000 Euros correspondant à la totalité du nominal desdites actions, est certifié exact, sincère et véritable.

Fait à ECHENEVEX,
Le 12 janvier 2021
En deux exemplaires.

Monsieur Pascal BRUN





DADN 1439 IDX0 CPT36804132971 IDX1 0 FADN

ATTESTATION DE DEPOT POUR CONSTITUTION DE CAPITAL SOCIAL

Nous soussignés **BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHÔNE-ALPES**, dont le Siège Social est sis à Lyon – 4, rue Eugène Deruelle – 69003 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le n° 605 520 071, Représentée par Ludwig POINTCHEVAL, Directeur d'agence, certifie :

1 – qu'il a été ouvert à son agence, sous le n° 36804132971 un compte indisponible portant le libellé suivant : AA France SAS.

2 – qu'il a été remis par chèque, virement ou espèces, pour être créditée à ce compte, la somme de 5000 euros (CINQ MILLE euros).

Représentant la totalité des versements effectués par les souscripteurs en numéraire conformément à la liste des souscripteurs ci-dessous.

3 – une liste, figurant ci-après, comportant les noms, prénoms usuels des souscripteurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Nom du souscripteur	Montant de la souscription	Nom du souscripteur	Montant de la souscription
ANURA ASSOCIATES SA	5000 euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros
	euros		euros

Les versements effectués par chèque sont pris sous réserve de bonne fin d'encaissement de ces derniers

La Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation des sociétés.

Les fonds déposés resteront immobilisés dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à GEX, le 12 janvier 2021
(Signature du directeur et cachet de l'agence)

P/o Valérie Hess

AA FRANCE SAS
Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
Capital social : 5.000 Euros
Siège social : 111, chemin en Combe
01170 ECHENEVEX

RCS BOURG-EN-BRESSE

STATUTS

PS

LA SOUSSIGNÉE :

• **La société ANURA ASSOCIATES SA,**

Société anonyme de droit suisse dont le siège est en SUISSE à PLAN-LES-OUATES (1228) - Chemin des Aulx 12 et immatriculée au Registre du Commerce de Genève sous le numéro CHE-340.413.864

Représentée par Monsieur Pascal BRUN, Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes

A DÉCIDÉ DE CONSTITUER UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE ET ONT ADOPTÉ LES STATUTS ÉTABLIS CI-APRÈS :

ARTICLE 1. - FORME.

Il existe entre le ou les actionnaires propriétaires des actions ci-après créées, une Société par actions simplifiée régie par :

- ⇒ les dispositions des articles L 227-1 à L 227-10 et L 244-1 à L 244-4 du Code de Commerce ;
- ⇒ les dispositions relatives à toutes les Sociétés (Articles 1832 à 1844-17 du Code civil), les dispositions relatives à toutes les Sociétés commerciales figurant au livre II du Code de Commerce (Articles L 210-1 à L 210-9 et L 232-1 à L 237-31), les dispositions relatives à toutes les Sociétés par actions (articles L 224-1 à L 224-3), les dispositions relatives aux Sociétés anonymes, à l'exception des articles L 225-17 à L 225-126 du Code de Commerce, dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux Sociétés par actions simplifiées ;
- ⇒ les stipulations des présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

La Société n'est pas et n'entend pas devenir une Société réputée faire publiquement appel à l'épargne conformément aux dispositions de l'article L 227-2 du Code de Commerce. Tout appel public à l'épargne lui est interdit.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2. - OBJET.

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- ⇒ Toute activité dans le domaine de l'informatique, notamment création, développement, acquisition, diffusion, maintenance et exploitation de produits technologiques et informatiques, conseils et services s'y rapportant, en particulier traitement d'informations, production de rapports consolidés et d'analyses de marché, installation et maintenance de matériel informatique et technique, ainsi que formation du personnel nécessaire à cette exploitation, location de services et de personnes et toutes opérations s'y rapportant. Plus généralement, développement de la gamme de produits de la société ANURA ASSOCIATES SUISSE,
- ⇒ et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3. - DÉNOMINATION.

La dénomination de la Société est : **AA FRANCE SAS.**

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS", de l'énonciation du montant du capital social, du numéro d'identification SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où la Société est immatriculée.

ARTICLE 4. - SIÈGE SOCIAL.

Le siège social est fixé : **111, chemin en Combe 01170 ECHENEVEX.**

Il peut être transféré en tout endroit par l'actionnaire unique ou par la collectivité des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

ARTICLE 5. - DURÉE.

La durée de la Société est fixée à QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6. - APPORTS.

La société ANURA ASSOCIATES SA a apporté en numéraire et déposé conformément à la loi au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHÔNE-ALPES - agence de GEX (01), ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque le 12 janvier 2021, la somme de CINQ MILLE (5.000) Euros correspondant aux CINQ MILLE (5.000) actions de UN (1) Euro de valeur nominale chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées.

THEORY OF THE EARTH

The theory of the earth is a branch of geology which deals with the origin and development of the earth and its various parts. It is a science which seeks to explain the processes which have shaped the earth and its features.

THEORY OF THE EARTH

The theory of the earth is a branch of geology which deals with the origin and development of the earth and its various parts. It is a science which seeks to explain the processes which have shaped the earth and its features.

THEORY OF THE EARTH

The theory of the earth is a branch of geology which deals with the origin and development of the earth and its various parts. It is a science which seeks to explain the processes which have shaped the earth and its features.

The theory of the earth is a branch of geology which deals with the origin and development of the earth and its various parts. It is a science which seeks to explain the processes which have shaped the earth and its features.

The theory of the earth is a branch of geology which deals with the origin and development of the earth and its various parts. It is a science which seeks to explain the processes which have shaped the earth and its features.

The theory of the earth is a branch of geology which deals with the origin and development of the earth and its various parts. It is a science which seeks to explain the processes which have shaped the earth and its features.

The theory of the earth is a branch of geology which deals with the origin and development of the earth and its various parts. It is a science which seeks to explain the processes which have shaped the earth and its features.

The theory of the earth is a branch of geology which deals with the origin and development of the earth and its various parts. It is a science which seeks to explain the processes which have shaped the earth and its features.

The theory of the earth is a branch of geology which deals with the origin and development of the earth and its various parts. It is a science which seeks to explain the processes which have shaped the earth and its features.

The theory of the earth is a branch of geology which deals with the origin and development of the earth and its various parts. It is a science which seeks to explain the processes which have shaped the earth and its features.

ARTICLE 7. - CAPITAL SOCIAL.

Le capital social est fixé à la somme de CINQ MILLE (5.000) Euros divisé en CINQ MILLE (5.000) actions de UN (1) Euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

ARTICLE 8. - COMPTES COURANTS.

Les actionnaires peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ». Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'actionnaire intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 9. - MODIFICATIONS DU CAPITAL.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

1° Le capital peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par la collectivité des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, sur rapport du Président.

Toutefois, si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des actionnaires délibère dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Les actionnaires ont, proportionnellement au nombre de leur action, un droit de préférence à la souscription des actions en numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La collectivité des actionnaires qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs actionnaires dénommés, conformément aux conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

En outre, chaque actionnaire peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

2° Le capital peut également être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, en vertu d'une décision prise par la collectivité des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, sur rapport du Président.

the 1990s, the number of people in the world who are under 15 years of age is expected to increase from 1.1 billion to 1.5 billion. The number of people aged 65 and over is expected to increase from 200 million to 400 million. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion.

the 1990s, the number of people in the world who are illiterate has increased from 1.2 billion to 1.5 billion. The number of illiterate people in the world is expected to reach 1.7 billion by the year 2015. The number of illiterate people in the world is expected to reach 1.7 billion by the year 2015.

1. *Phragmites australis* (Cav.) Trin. ex Steud.

• *How to make a good impression*

[illegible]

It is important to note that the above results are based on the assumption that the data are stationary. If the data are non-stationary, the results may be biased. Therefore, it is important to test for stationarity before conducting the regression analysis.

As a result of the above, the following hypotheses were formulated:

Figure 1. The effect of the concentration of the *Agaricus bisporus* spores on the growth of *Agaricus bisporus* on the substrate. The concentration of the spores was 1000000, 100000, 10000, 1000, 100, 10, 1 and 0 spores per g of substrate. The growth was measured as the diameter of the mycelium (mm) after 14 days of incubation at 25 °C. The error bars represent the standard deviation.

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

[illegible][illegible]

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

Figure 1. The effect of the number of trials on the number of correct responses. The number of correct responses was significantly higher than the number of incorrect responses in all cases. Error bars represent the standard error of the mean.

3° La collectivité des actionnaires qui décide de l'augmentation ou de la réduction du capital social peut également déléguer au Président les pouvoirs nécessaires aux fins de réaliser cette augmentation ou réduction de capital, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

ARTICLE 10. - FORME DES ACTIONS.

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et modalités prévues par les lois et règlements en vigueur.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

ARTICLE 11. - TRANSMISSION DES ACTIONS.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les HUIT (8) jours qui suivent celle-ci.

La Société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

Tant que la société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

Si la société devient pluripersonnelle, les transmissions d'actions sont libres entre actionnaires. Sont également libres les cessions d'actions par un actionnaire à une société qu'il contrôle, directement ou indirectement, à plus de 50 % du capital ou des droits de vote.

Pour toute autre transmission d'actions, les stipulations suivantes sont applicables :

[illegible][illegible]

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the problem. This is done by the investigator, who is usually a member of the research team. The investigator will identify the problem by looking at the data and trying to find out what is going on.

[illegible]

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

[illegible][illegible]

I. Cession entre vifs

Toutes les cessions d'actions, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice, est soumise à agrément et ouvre un droit de préemption dans les conditions ci-après. Il en est de même en cas d'apports en société, en cas d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, de cession de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation au droit de souscription.

1. Préemption

1° Le cédant notifie au Président et à chacun des actionnaires le projet de cession, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, indiquant les nom, prénoms et adresse ou les dénomination sociale, forme, montant du capital, siège et Registre du Commerce et des Sociétés du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

2° Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. Il exerce ce droit par voie de notification au cédant et au Président au plus tard dans les TRENTE (30) jours de la notification émanant du cédant en précisant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, y compris celles dont il se porterait acquéreur en sus de ses droits propres, au cas où certains actionnaires n'exerceraient pas tout ou partie de leurs droits.

3° Lorsque le nombre total des actions que les actionnaires ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre eux sur la répartition desdites actions dans le délai de QUARANTE (40) jours de la dernière des notifications faites par le cédant, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

La liste des actionnaires préempteurs avec le nombre d'actions préemptées par chacun doit être communiquée à tous les actionnaires, y compris le cédant, dans le délai maximal de TROIS (3) jours suivant l'expiration du délai de quarante (40) jours visé ci-dessus.

4° Si, dans une cession, le droit de préemption des actionnaires n'absorbe pas la totalité des actions concernées, la société peut, en vertu d'un droit de préemption subsidiaire, acquérir les actions concernées non préemptées. Elle dispose, à cette fin, d'un délai complémentaire de TRENTE (30) jours. Lorsque les actions sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler.

5° À défaut d'exercice par les titulaires ci-dessus de leurs droits de préemption sur la totalité des actions dont la cession est envisagée, et dans les délais prévus, le Président en informe immédiatement l'actionnaire cédant.

Dans ce cas, la cession doit être soumise à l'agrément de la collectivité des actionnaires dans les conditions ci-dessous définies.

1940

1940-1941

The first of the year was a very dry one, with very little rain. The weather was very hot, and the ground was very dry. The crops were very dry, and the animals were very thirsty. The people were very poor, and they were very hungry. The government was very poor, and they were very corrupt. The people were very poor, and they were very hungry. The government was very poor, and they were very corrupt.

The second of the year was a very wet one, with very much rain. The weather was very cold, and the ground was very wet. The crops were very wet, and the animals were very thirsty. The people were very poor, and they were very hungry. The government was very poor, and they were very corrupt.

The third of the year was a very dry one, with very little rain. The weather was very hot, and the ground was very dry. The crops were very dry, and the animals were very thirsty. The people were very poor, and they were very hungry. The government was very poor, and they were very corrupt.

The fourth of the year was a very wet one, with very much rain. The weather was very cold, and the ground was very wet. The crops were very wet, and the animals were very thirsty. The people were very poor, and they were very hungry. The government was very poor, and they were very corrupt.

The fifth of the year was a very dry one, with very little rain. The weather was very hot, and the ground was very dry. The crops were very dry, and the animals were very thirsty. The people were very poor, and they were very hungry. The government was very poor, and they were very corrupt.

The sixth of the year was a very wet one, with very much rain. The weather was very cold, and the ground was very wet. The crops were very wet, and the animals were very thirsty. The people were very poor, and they were very hungry. The government was very poor, and they were very corrupt.

The seventh of the year was a very dry one, with very little rain. The weather was very hot, and the ground was very dry. The crops were very dry, and the animals were very thirsty. The people were very poor, and they were very hungry. The government was very poor, and they were very corrupt.

The eighth of the year was a very wet one, with very much rain. The weather was very cold, and the ground was very wet. The crops were very wet, and the animals were very thirsty. The people were very poor, and they were very hungry. The government was very poor, and they were very corrupt.

The ninth of the year was a very dry one, with very little rain. The weather was very hot, and the ground was very dry. The crops were very dry, and the animals were very thirsty. The people were very poor, and they were very hungry. The government was very poor, and they were very corrupt.

2. Agrément

a. Modalité de l'agrément

1° La demande d'agrément du cessionnaire est notifiée à la Société et à chaque actionnaire, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, indiquant les nom, prénoms et adresse ou les dénomination sociale, forme, montant du capital, siège et Registre du Commerce et des Sociétés du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de la vente. L'agrément résulte, soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de TROIS (3) mois à compter de la notification de la demande.

La décision d'agrément est prise par décision collective des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, le cédant ne prenant pas part au vote. Elle n'est pas motivée et, en cas de refus, ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Le cédant est informé de la décision, dans les HUIT (8) jours, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de refus, le cédant aura HUIT (8) jours, pour faire connaître, dans la même forme, s'il renonce ou non à son projet de cession.

2° Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet de cession, le Président est tenu, dans le délai de TROIS (3) mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société en vue d'une réduction du capital.

À cet effet, le Président avisera les actionnaires de la cession projetée, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, en invitant chacun à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat sont adressées par les actionnaires au Président, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, dans les DIX (10) jours de la notification qu'ils ont reçue. La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est faite par le Président, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

3° Si aucune demande d'achat n'a été adressée au Président dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions, le Président peut faire acheter les actions disponibles par des tiers.

4° Avec l'accord du cédant, les actions peuvent également être achetées par la Société, qui est alors tenue de les céder dans un délai de SIX (6) mois ou de les annuler. Le Président sollicite cet accord par lettre recommandée avec avis de réception à laquelle le cédant doit répondre dans les HUIT (8) jours de la réception.

1. The first step in the process of the development of a new product is the identification of a market need. This is often done through market research, which can be conducted in a variety of ways, including surveys, focus groups, and interviews with potential customers.

2. Once a market need has been identified, the next step is to develop a concept for the new product. This involves creating a detailed description of the product, including its features, benefits, and target market.

3. The third step is to conduct a feasibility study. This involves assessing the technical, financial, and market viability of the product concept. This is often done by creating a business plan, which outlines the costs of development, production, and distribution, as well as the expected sales and profits.

4. Once a feasibility study has been completed, the next step is to develop a prototype of the product. This is often done by creating a small-scale model of the product, which can be used to test the concept and gather feedback from potential customers.

5. The fifth step is to conduct a pilot production run. This involves producing a small number of units of the product, which can be used to test the production process and gather feedback from potential customers.

6. Once a pilot production run has been completed, the next step is to launch the product into the market. This involves creating a marketing plan, which outlines the strategies for promoting the product and reaching potential customers.

7. The final step in the process is to monitor the product's performance in the market. This involves tracking sales, customer feedback, and other key performance indicators to ensure that the product is meeting its goals and making a profit.

8. Once a product has been successfully launched, the next step is to continue to improve it. This involves gathering feedback from customers and using it to make changes to the product, such as adding new features or improving the design.

9. The final step in the process is to evaluate the overall success of the product. This involves comparing the product's performance to the goals set out in the business plan and determining whether the product is a success or a failure.

10. Once a product has been evaluated, the next step is to decide whether to continue to invest in it. This involves weighing the costs of further development and production against the potential benefits of the product.

11. The final step in the process is to decide whether to discontinue the product. This involves weighing the costs of discontinuing the product against the potential benefits of continuing to invest in it.

12. Once a decision has been made to discontinue the product, the next step is to plan for the discontinuation. This involves creating a plan for how to phase out the product and how to communicate the discontinuation to customers.

13. The final step in the process is to evaluate the overall success of the product development process. This involves comparing the product's performance to the goals set out in the business plan and determining whether the process was successful.

14. Once a product development process has been evaluated, the next step is to use the lessons learned to improve future product development efforts. This involves identifying areas where the process was successful and areas where it was not, and using this information to make changes to the process.

En cas d'accord, le Président provoque une décision collective des actionnaires à l'effet de décider du rachat des actions par la Société et de la réduction corrélative du capital social. La convocation doit intervenir suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de TROIS (3) mois ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé comme indiqué au 6° ci-après.

5° Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de TROIS (3) mois à compter de la notification du refus d'agrément, le cédant peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient pu être faites.

Ce délai de TROIS (3) mois peut être prolongé par ordonnance de référé du Président du Tribunal de Commerce, non susceptible de recours, à la demande de la Société, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6° Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou des tiers, le Président notifie au cédant les nom, prénoms et domicile du ou des acquéreurs.

À défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le cédant et par le cessionnaire.

7° La cession au nom du ou des cessionnaires est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du Président ou d'un délégué du Président sans qu'il soit besoin de la signature du titulaire des actions.

b. Sanctions

Il ne pourra être procédé au virement des actions du compte du cédant au compte du cessionnaire qu'après justification par le cédant du respect de la procédure ci-dessus.

Toute cession effectuée en violation des clauses ci-dessus est nulle. En outre, l'actionnaire cédant sera tenu de céder la totalité de ses actions dans un délai de TROIS (3) mois à compter de la révélation à la Société de l'infraction, et ses droits non pécuniaires seront suspendus jusqu'à ce qu'il ait été procédé à ladite cession.

II. Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

1. Décès d'un actionnaire

En cas de décès d'un actionnaire, la Société continue entre les actionnaires survivants et les héritiers et ayants droit de l'actionnaire décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de leur agrément par les actionnaires, s'ils ne possédaient pas la qualité d'actionnaire, et dans les conditions fixées pour l'agrément des cessions à titre onéreux ou à titre gratuit.

Pour permettre la consultation des actionnaires sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint, doivent justifier de leur qualité d'héritaire dans les TROIS (3) mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour le Président, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Si la Société refuse en définitive, de consentir à la transmission aux héritiers et/ou conjoint, les actionnaires sont tenus, dans les TROIS (3) mois à compter de ce refus d'acquérir ou de faire acquérir les actions dont l'attribution n'a pas été agréée, ou éventuellement de les faire acheter par la Société dans les conditions prévues à l'article 10 I des statuts.

A défaut, l'agrément des héritiers est réputé acquis.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants droit et conjoint, entre le décès de l'actionnaire et la décision sur l'agrément, au partage des actions dépendant de la succession de l'actionnaire décédé et éventuellement, de la communauté de biens ayant existé entre cet actionnaire et son conjoint, les droits attachés auxdites actions seront neutralisés et ne participeront pas aux votes lors des décisions collectives, la majorité étant calculée abstraction faite des voix attachés auxdites actions.

2. Dissolution de communauté

En cas de dissolution, par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens, changement de régime matrimonial, ou tous autres modes de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne actionnaire et son conjoint, l'attribution des actions communes à l'époux ou l'ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'actionnaire doit être soumise à la procédure d'agrément dans les conditions fixées pour l'agrément des cessions à titre onéreux ou à titre gratuit.

ARTICLE 12. - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS.

1° Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2° Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

3° Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

4° Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la Société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'UN (1) mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

5° Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions ordinaires et au nu-propiétaire pour les toutes les décisions extraordinaires.

Cependant, les actionnaires concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de cette lettre.

Même privé du droit de vote, l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

ARTICLE 13. - EXCLUSION.

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un actionnaire.

L'exclusion d'un actionnaire peut également être prononcée dans les cas suivants :

- ⇒ non respect des stipulations des statuts, et plus particulièrement en cas d'inexécution des obligations souscrites,
- ⇒ acte de concurrence déloyale envers la société,
- ⇒ comportement ou acte portant atteinte à l'image de la société,
- ⇒ révocation d'un actionnaire de ses fonctions de mandataire social,
- ⇒ fin du contrat de travail d'un actionnaire,
- ⇒ condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un actionnaire, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la société.

L'actionnaire peut être exclu de la société par décision collective des actionnaires statuant à l'unanimité, l'actionnaire concerné ne prenant pas part au vote.

L'actionnaire menacé d'exclusion en est informé par le Président, par lettre recommandée avec avis de réception, contenant indication des motifs de l'exclusion projetée, appuyés de tous justificatifs.

La réunion des actionnaires appelés à se prononcer sur l'exclusion ne peut intervenir qu'après un délai minimum de TRENTE (30) jours après la notification des griefs, la convocation des actionnaires à cette réunion devant être accompagnée de toutes pièces justificatives, en demande comme en défense.

L'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un acquéreur pour les actions de l'actionnaire exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé par accord entre les actionnaires intéressés ou, à défaut d'accord, suivant évaluation arrêtée par un expert désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en matière de référé à la demande de la partie la plus diligente, les frais étant à la charge de la société.

A défaut par l'actionnaire exclu de remettre un ordre de mouvement signé de sa main ou de son mandataire dans les huit (8) jours de la décision d'exclusion, la cession des actions sera effectuée par le Président de la société sur le registre des mouvements des actions et le prix devra être payé à l'exclu dans le délai de six (6) mois.

A défaut par le Président d'y procéder, tout actionnaire pourra demander en référé la nomination d'un administrateur "ad hoc" chargé d'y procéder.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des actionnaires.

ARTICLE 14. - PRÉSIDENT.

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, actionnaire ou non de la Société. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

1° Le premier Président est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par une décision de la collectivité des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

La durée des fonctions de Président est déterminée par la décision collective des actionnaires ayant procédé à sa désignation.

2° En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à TROIS (3) mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par les actionnaires. Le Président remplaçant ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

3° La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires. La révocation des fonctions de Président n'ouvre droit à aucune indemnité.

4° Le Président peut percevoir, en contrepartie de l'exécution de ses fonctions, une rémunération dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision de la collectivité des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

1. The first step in the process of the development of a new product is the identification of a market need. This is often done through market research, which can be conducted in a variety of ways, including surveys, focus groups, and interviews with potential customers.

2. Once a market need has been identified, the next step is to develop a concept for a new product that meets that need. This involves brainstorming ideas and selecting the most promising ones to develop further.

3. The third step is to create a prototype of the product. This is a physical model of the product that is used to test the concept and to gather feedback from potential customers. The prototype is often made of a material that is easy to work with, such as cardboard or plastic, and is usually a simplified version of the final product.

4. The fourth step is to conduct a market test. This involves presenting the prototype to a group of potential customers and asking them for their feedback. This feedback is used to make improvements to the product and to determine if there is a market for the product.

5. The fifth step is to develop a business plan for the product. This plan outlines the costs of production, the pricing strategy, and the marketing strategy for the product.

6. The sixth step is to produce the product. This involves manufacturing the product in a way that is consistent with the business plan. This may involve hiring a manufacturer or setting up a production facility.

7. The seventh step is to market the product. This involves promoting the product to potential customers through a variety of marketing channels, including advertising, public relations, and sales.

8. The eighth step is to distribute the product. This involves getting the product into the hands of potential customers. This may involve using a distributor or setting up a sales network.

9. The ninth step is to monitor the product's performance. This involves tracking sales, customer feedback, and other metrics to determine if the product is meeting its goals.

10. The tenth step is to make improvements to the product. This involves using the feedback from customers and the data from the market test to make changes to the product that will make it better and more appealing to customers.

11. The eleventh step is to continue to market the product. This involves ongoing promotion and advertising to keep the product in front of potential customers and to attract new customers.

12. The twelfth step is to evaluate the product's success. This involves comparing the product's performance to the goals set out in the business plan and to the performance of other products in the market.

13. The thirteenth step is to decide if the product should be continued or discontinued. This decision is based on the product's performance and the company's overall strategy.

En outre, le Président est remboursé, sur justification, de ses frais de représentation et de déplacement.

5° Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains des pouvoirs pour l'exercice de missions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 15. - DIRECTEUR GÉNÉRAL.

1° Le Président peut être assisté par un ou plusieurs Directeurs Généraux, personne physique, actionnaire ou non, salariée ou non de la société, ou personne morale, actionnaire ou non de la société.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général est nommé, renouvelé ou remplacé par une décision collective des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat ou de celui du Président, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision collective des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révocable par le Tribunal de Commerce pour cause légitime, à la demande de tout actionnaire.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

[illegible][illegible]

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*) and *Chlorophyll b* (Chl *b*) were determined using a spectrophotometer (Shimadzu UV-1601U) at 663 nm and 646 nm, respectively. The concentrations of Chl *a* and Chl *b* were calculated using the following equations:

[illegible]

It is important to note that the above results are based on the assumption that the data are stationary. If the data are non-stationary, the results may be biased. Therefore, it is important to test for stationarity before conducting the analysis.

[illegible][illegible][illegible]

Journal of Management Education 36(7) 809-824

[illegible]

2° Le Directeur Général peut percevoir, en contrepartie de l'exécution de ses fonctions, une rémunération dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision de la collectivité des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé, sur justification de ses frais de représentation et de déplacement.

3° L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminées par les actionnaires en accord avec le Président lors de la décision de nomination et peuvent être modifiées dans les mêmes conditions.

4° Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers. Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 16. - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET LES DIRIGEANTS.

1° Le commissaire aux comptes s'il en existe un, ou à défaut le Président, présente aux actionnaires un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une Société actionnaire, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

À cette fin, le Président et tout intéressé doivent aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues, dans le délai d'un (1) mois de la conclusion desdites conventions.

Les actionnaires statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice. L'actionnaire concerné par la convention peut participer au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

2° Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, par le Président et tout intéressé, au plus tard le jour de l'arrêté des comptes par l'organe habilité.

Tout actionnaire a le droit d'en obtenir communication.

3° Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 17. - DÉCISIONS DES ACTIONNAIRES.

1° Les actionnaires délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- ⇒ Transformation de la Société ;
- ⇒ Extension ou modification de l'objet social ;
- ⇒ Dissolution de la Société ;
- ⇒ Transfert du siège social,
- ⇒ Prorogation de la durée de la Société,
- ⇒ Augmentation, amortissement ou réduction du capital social,
- ⇒ Décision d'agrément,
- ⇒ Décision d'exclusion,
- ⇒ Nomination et révocation du Président,
- ⇒ Nomination et révocation du Directeur général,
- ⇒ Fixation de la rémunération du Président et du directeur général,
- ⇒ Nomination et renouvellement des Commissaires aux comptes ;
- ⇒ Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- ⇒ Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;
- ⇒ Adoption ou modification de clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, au droit de préemption, à l'agrément, à l'exclusion d'un actionnaire.

Toute autre décision relève de la compétence du Président.

2° Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des actionnaires sont prises, au choix du Président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Tous moyens de communication - vidéo, télex, fax, etc. - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Sont obligatoirement prises en assemblée, les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la transformation en une Société d'une autre forme, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs actionnaires représentant 10 % du capital social.

3° La consultation des actionnaires est provoquée par le Président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du Président.

Le commissaire aux comptes peut, à toute époque, provoquer la consultation des actionnaires.

4° Lorsque la consultation des actionnaires est faite en assemblée générale, la convocation est faite par lettre recommandée ou lettre simple HUIT (8) jours au moins avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des actionnaires par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

The fifth part of the document outlines the responsibilities of the accounting department. It states that the accounting department is responsible for maintaining the financial records, preparing the financial statements, and providing financial information to management. It also notes that the accounting department should work closely with other departments to ensure that all transactions are properly recorded.

The seventh part of the document outlines the process for handling errors. It states that if an error is discovered, it should be corrected as soon as possible. This involves identifying the error, determining its impact on the financial records, and making the necessary adjustments. It also notes that the reasons for the error should be investigated to prevent it from happening again.

The ninth part of the document outlines the process for archiving financial records. It states that records should be retained for a specified period of time, typically seven years, to comply with legal requirements. This involves creating a system for organizing and storing the records in a secure and accessible manner.

⇒ Sa date d'envoi aux actionnaires ;

La date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de DIX (10) jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;

⇒ La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;

⇒ Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;

⇒ L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque actionnaire devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque actionnaire doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un actionnaire dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'actionnaire concerné.

Dans les CINQ (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

En cas de consultation par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

⇒ L'identification des actionnaires ayant voté ;

⇒ Celle des actionnaires n'ayant pas participé aux délibérations ;

⇒ Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des actionnaires avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président, en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des actionnaires. Les actionnaires votent en retournant une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant HUIT (8) jours au moins avant la date de la consultation.

the 1990s, the number of people in the world who are under 15 years of age is expected to increase from 1.1 billion to 1.5 billion. The number of people aged 65 and over is expected to increase from 200 million to 400 million. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion.

[illegible][illegible][illegible]

1. 1990年12月29日，全国人大常委会通过了《中华人民共和国香港特别行政区基本法》。

[illegible]

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

Journal of Management Studies, 36(7), 809–826.

Journal of Management Studies, 20(6), 791-806.

[illegible][illegible][illegible]

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

5° Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son Président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Chaque actionnaire peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque actionnaire dispose d'autant de voix qu'il possède d'actions.

Les actionnaires peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre actionnaire. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

6° Les décisions de la collectivité des actionnaires, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la Société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le Président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des actionnaires et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 18. - DÉCISIONS EXTRAORDINAIRES.

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à la modification des statuts, à l'exclusion d'un actionnaire, à la révocation du Président et à la révocation du Directeur général.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins les trois-quarts des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Les décisions sont prises à la majorité des actions ayant droit de vote, sauf stipulations spécifiques contraires des présents statuts.

Par exception, les clauses relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, au droit de préemption, à l'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale actionnaire ou à l'exclusion d'un actionnaire ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des actionnaires.

...
...
...

...
...

...
...

...
...
...
...

...
...
...

...
...

...
...
...
...

...
...
...
...

...
...
...
...

...
...

...
...
...

...
...

...
...

...
...

...
...
...

...
...
...
...
...

De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs actionnaires ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

ARTICLE 19. - DÉCISIONS ORDINAIRES.

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Les décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, sauf stipulations spécifiques contraires des présents statuts.

ARTICLE 20. - INFORMATION DES ACTIONNAIRES.

Chaque actionnaire a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la Société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- ⇒ Liste des actionnaires avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions ;
- ⇒ Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- ⇒ Les inventaires ;
- ⇒ Les rapports et documents soumis aux actionnaires à l'occasion des décisions collectives ;
- ⇒ Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des actionnaires représentés.

ARTICLE 21. - EXERCICE SOCIAL.

Chaque exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2021.

ARTICLE 22. - INVENTAIRES ET COMPTES ANNUELS.

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

PR

1. The first part of the report is a general introduction to the subject of the study. It discusses the importance of the study and the objectives of the research.

2. The second part of the report is a detailed description of the methodology used in the study. It includes information about the sample size, the data collection methods, and the statistical analysis techniques.

3. The third part of the report is a discussion of the results of the study. It presents the findings of the research and discusses their implications.

4. The fourth part of the report is a conclusion. It summarizes the main findings of the study and provides recommendations for future research.

5. The fifth part of the report is a list of references.

6. The sixth part of the report is a list of appendices. It includes any additional information that is relevant to the study.

7. The seventh part of the report is a list of figures and tables. It includes any visual representations of the data.

8. The eighth part of the report is a list of footnotes. It includes any additional information that is relevant to the study.

9. The ninth part of the report is a list of acknowledgments. It includes any individuals or organizations that have provided support or assistance during the study.

10. The tenth part of the report is a list of abbreviations. It includes any abbreviations used in the report.

11. The eleventh part of the report is a list of symbols. It includes any symbols used in the report.

12. The twelfth part of the report is a list of glossary. It includes any terms used in the report.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit, le cas échéant en fonction des dispositions légales et réglementaires en vigueur, le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Le cas échéant, tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la Société dans les conditions légales.

La collectivité des actionnaires, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les SIX (6) mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 23. - RÉSULTATS SOCIAUX.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

ARTICLE 24. - CONTRÔLE DES COMPTES.

Chaque fois que cela est obligatoire en application des dispositions légales et réglementaires, le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

20. The first of these is the fact that the system is not a simple one, but a complex one, involving many different factors and many different people. The second is that the system is not a static one, but a dynamic one, which is constantly changing and evolving.

21. The third is that the system is not a closed one, but an open one, which is constantly interacting with the outside world. The fourth is that the system is not a linear one, but a non-linear one, which is characterized by feedback loops and other complex interactions.

22. The fifth is that the system is not a deterministic one, but a probabilistic one, which is characterized by uncertainty and risk. The sixth is that the system is not a rational one, but an irrational one, which is characterized by emotions and biases.

23. The seventh is that the system is not a single one, but a multiple one, which is characterized by many different levels of analysis. The eighth is that the system is not a simple one, but a complex one, which is characterized by many different factors and many different people. The ninth is that the system is not a static one, but a dynamic one, which is constantly changing and evolving.

24. The tenth is that the system is not a closed one, but an open one, which is constantly interacting with the outside world. The eleventh is that the system is not a linear one, but a non-linear one, which is characterized by feedback loops and other complex interactions.

25. The twelfth is that the system is not a deterministic one, but a probabilistic one, which is characterized by uncertainty and risk. The thirteenth is that the system is not a rational one, but an irrational one, which is characterized by emotions and biases.

26. The fourteenth is that the system is not a single one, but a multiple one, which is characterized by many different levels of analysis. The fifteenth is that the system is not a simple one, but a complex one, which is characterized by many different factors and many different people.

27. The sixteenth is that the system is not a static one, but a dynamic one, which is constantly changing and evolving. The seventeenth is that the system is not a closed one, but an open one, which is constantly interacting with the outside world.

28. The eighteenth is that the system is not a linear one, but a non-linear one, which is characterized by feedback loops and other complex interactions. The nineteenth is that the system is not a deterministic one, but a probabilistic one, which is characterized by uncertainty and risk.

29. The twentieth is that the system is not a rational one, but an irrational one, which is characterized by emotions and biases. The twenty-first is that the system is not a single one, but a multiple one, which is characterized by many different levels of analysis.

30. The twenty-second is that the system is not a simple one, but a complex one, which is characterized by many different factors and many different people. The twenty-third is that the system is not a static one, but a dynamic one, which is constantly changing and evolving.

31. The twenty-fourth is that the system is not a closed one, but an open one, which is constantly interacting with the outside world. The twenty-fifth is that the system is not a linear one, but a non-linear one, which is characterized by feedback loops and other complex interactions.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour TROIS (3) ou SIX (6) exercices sociaux selon les cas ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des actionnaires appelée à statuer sur les comptes du troisième ou du sixième exercice social selon les cas.

Au cours de la vie sociale, les commissaires aux comptes sont renouvelés, remplacés et nommés par décision collective des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Dans le cas où il deviendrait nécessaire de procéder à la nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes et où la collectivité des actionnaires négligerait de le faire, tout actionnaire peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant en référé, la désignation d'un commissaire aux comptes, le Président de la Société dûment appelé ; le mandat ainsi conféré prendra alors fin lorsqu'il aura été pourvu par la collectivité des actionnaires à la nomination du ou des commissaires.

Afin de préserver l'indépendance des commissaires à l'égard de la Société et de ses dirigeants, toute nomination de commissaire aux comptes est soumise aux règles d'incompatibilité édictées par les dispositions de l'article L 225 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les articles L 225-218 à L 225 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des actionnaires, nécessitant l'établissement et la présentation de leur rapport. Les autres décisions sont simplement portées à leur connaissance.

Les commissaires aux comptes sont indéfiniment rééligibles. Leur renouvellement doit être décidé par la collectivité des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, la reconduction tacite dans leurs fonctions étant inopérante.

Les commissaires aux comptes peuvent démissionner de leurs fonctions, même pour simple convenance personnelle, à condition de ne pas exercer ce droit d'une manière préjudiciable à la Société.

En cas de démission du commissaire aux comptes titulaire, le commissaire aux comptes suppléant accède de plein droit aux fonctions de ce dernier pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci.

ARTICLE 25. - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL.

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les QUATRE (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

1. The first step in the process of identifying a problem is to recognize that a problem exists. This involves gathering information about the situation and identifying the specific issue that needs to be addressed.

[illegible]

1. The first step in the process of identifying a problem is to recognize that a problem exists. This is often done by comparing current performance with a desired state or goal. If there is a discrepancy, a problem is identified.

2. The second step is to define the problem. This involves identifying the specific aspects of the problem that need to be addressed. This can be done by asking questions such as "What is the problem?" and "What are the symptoms?"

3. The third step is to analyze the problem. This involves identifying the causes of the problem and the factors that contribute to it. This can be done by asking questions such as "What are the causes of the problem?" and "What are the contributing factors?"

4. The fourth step is to develop a solution. This involves identifying the actions that need to be taken to solve the problem. This can be done by asking questions such as "What actions need to be taken?" and "What resources are needed?"

5. The fifth step is to implement the solution. This involves putting the solution into action and monitoring its progress. This can be done by asking questions such as "What is the progress of the solution?" and "What are the results?"

6. The sixth step is to evaluate the solution. This involves assessing the effectiveness of the solution and determining whether it has solved the problem. This can be done by asking questions such as "Has the problem been solved?" and "What are the results?"

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision collective des actionnaires doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des actionnaires n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Sous réserve des dispositions de L 224-2 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

ARTICLE 26. - DISSOLUTION ET LIQUIDATION.

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision collective des actionnaires délibérant prévues pour les décisions extraordinaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par décision collective des actionnaires délibérant prévues pour les décisions extraordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

La collectivité des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des actionnaires du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les actionnaires en proportion de leur participation dans le capital social.

Il est fait application des règles concernant le partage des successions ainsi que, le cas échéant, des dispositions de l'article 1844-9 du Code civil relatives aux attributions en nature.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée, est attribué sur sa demande et à charge de soulte, s'il y a lieu, à l'actionnaire qui en avait fait l'apport, ou en cas de décès de celui-ci, à ses héritiers ou ayants droit.

Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les actionnaires jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

1. The first part of the paper discusses the importance of the study of the history of the Chinese people, and the role of the Chinese people in the world.

2. The second part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world.

3. The third part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world, and the role of the Chinese people in the world.

4. The fourth part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world, and the role of the Chinese people in the world.

5. The fifth part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world, and the role of the Chinese people in the world.

6. The sixth part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world, and the role of the Chinese people in the world.

7. The seventh part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world, and the role of the Chinese people in the world.

8. The eighth part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world, and the role of the Chinese people in the world.

9. The ninth part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world.

10. The tenth part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world, and the role of the Chinese people in the world.

11. The eleventh part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world.

12. The twelfth part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world.

13. The thirteenth part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world.

14. The fourteenth part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world, and the role of the Chinese people in the world.

15. The fifteenth part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world.

16. The sixteenth part of the paper discusses the role of the Chinese people in the world, and the role of the Chinese people in the world.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 27. - TRANSFORMATION.

La décision de transformation est prise sur le rapport du Commissaire aux comptes de la Société, lequel doit attester que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les actionnaires ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant associés commanditaires.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

La transformation en société anonyme est prise sur le rapport du commissaire à la transformation chargé d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social et s'il en existe, les avantages particuliers consentis à des actionnaires ou à des tiers.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des actionnaires, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des actionnaires devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 28. - CONTESTATIONS.

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, entre les actionnaires ou entre un actionnaire et la Société, sont soumises au tribunal de commerce compétent.

ARTICLE 29. - NOMINATION DU PREMIER PRÉSIDENT

Est nommé premier Président de la Société :

- **Monsieur Pascal BRUN,**

Né le 27 janvier 1979 à BRON (69)

De nationalité Française

Demeurant 111, chemin en Combe - 01170 ECHENEVEX

Monsieur Pascal BRUN est nommé sans limitation de durée.

Monsieur Pascal BRUN accepte ces fonctions de Président, déclare n'en exercer aucune autre et n'être frappé d'aucune des interdictions ou déchéances édictées par la loi sur l'assainissement des professions commerciales.

• *„Die Kunst der Kunst“* (1927) – Eine Reflexion über die Kunst selbst, die die Grenzen zwischen Kunst und Leben verwischt.

the 1990s, the number of people in the world who are undernourished has increased from 600 million to 800 million. The number of people who are malnourished has increased from 1.2 billion to 1.5 billion. The number of people who are obese has increased from 100 million to 300 million. The number of people who are overweight has increased from 100 million to 300 million. The number of people who are obese and overweight has increased from 100 million to 300 million. The number of people who are obese and overweight has increased from 100 million to 300 million.

Journal of Management Education 30(6)br/>© The Author(s)
10.1177/0095647206289101
<http://jme.sagepub.com>

the 1990s, the number of people in the world who are under 15 years of age is expected to increase from 1.1 billion to 1.5 billion. The number of people aged 65 and over is expected to increase from 250 million to 450 million. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion.

Journal of Management Education 30(6)p.789-804
© The Author(s) 2006. Reprints and permissions:
<http://www.sagepub.com/journalsPermissions.nav>

the 1990s, the number of people in the world who are under 15 years of age is expected to increase from 1.1 billion to 1.5 billion. The number of people aged 65 and over is expected to increase from 200 million to 400 million. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion.

1. *Journal of the American Medical Association*, 2000; 283: 2689-2695.

[illegible]

2009年12月10日

[illegible][illegible][illegible]

10. The Government of the Republic of Serbia has not been able to identify the whereabouts of the missing persons, and has not been able to determine the fate of the missing persons.

[illegible][illegible][illegible]

the 1990s, the number of people in the world who are under 15 years of age is expected to increase from 1.1 billion to 1.5 billion. The number of people aged 65 and over is expected to increase from 250 million to 450 million. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion. The number of people aged 15 and over is expected to increase from 3.5 billion to 4.5 billion.

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

Sur proposition du Président, le soussigné décide de ne pas nommer de Directeur général.

ARTICLE 30. - NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, la Société n'est pas tenue de désigner un Commissaire aux comptes.

ARTICLE 31. - ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ.

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts.

Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 32. - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des Sociétés.

Le soussigné donnent mandat au Président à l'effet de passer, au nom et pour le compte de la société en formation, les actes de gestion courante. À ce titre, il aura tous pouvoirs à l'effet de :

- ⇒ Ouvrir au nom de la société un compte bancaire auprès de tous organismes bancaires ou financiers de son choix et effectuer sur ce compte, toutes opérations rendues nécessaires par l'activité sociale,
- ⇒ Acheter tous biens mobiliers et matériels d'équipement et de transport nécessaires pour l'activité sociale,
- ⇒ Demander ou fournir toutes autorisations, auprès de toutes autorités compétentes, qui seraient exigées pour toutes opérations entrant dans le cadre de l'objet social,
- ⇒ Signer toutes correspondances au nom de la société,
- ⇒ Retirer de la poste et de toutes entreprises de transport tous envois chargés, recommandés et autres adressés à la Société,
- ⇒ Signer tous récépissés et quittances au nom de la société,
- ⇒ Exiger et recevoir toutes sommes dues à la société, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, en capital, intérêts, frais et accessoires,
- ⇒ Acquitter toutes sommes dues par la Société à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, en capital, intérêts, frais et accessoires,
- ⇒ Passer et signer tous contrats et engagements, tous actes et pièces, procès-verbaux, faire toutes déclarations, et, généralement, faire tout ce qui sera utile dans l'intérêt de la société.

Ces actes seront repris par la Société du seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 33. - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la Société.

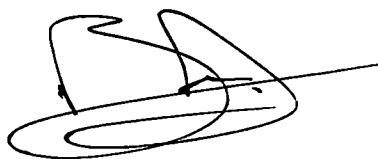
**Fait à ECHENEVEX,
Le 12 janvier 2021,
En deux exemplaires.**

La société ANURA ASSOCIATES SA,
Représentée par Monsieur Pascal BRUN, Président



Monsieur Pascal BRUN
(Bon pour acceptation des fonctions de Président)

Bon pour acceptation des fonctions de Président



[illegible]

AA FRANCE SAS
Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle en formation
Capital social : 5.000 Euros
Siège social : 111, chemin en Combe
01170 ECHENEVEX

RCS BOURG-EN-BRESSE

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS
--

Il a été établi, conformément aux dispositions de l'article R. 210-5 du Code de commerce, le présent état des actes accomplis avant la signature des statuts :

- ◆ Ouverture d'un compte bancaire à la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHÔNE-ALPES - agence de GEX (01) pour le dépôt des fonds devant constituer le capital social.
- ◆ Démarches auprès de tous établissements bancaires ou financiers ou de tous organismes en vue d'obtenir les prêts, subventions et aides financières de toute nature nécessaires à l'activité sociale,
- ◆ Démarches auprès de toutes autorités compétentes en vue d'obtenir les autorisations requises à l'activité sociale,
- ◆ Engagements souscrits au nom de la société et entrant dans le cadre de l'objet social.

Cet état est annexé aux statuts, dont la signature par l'actionnaire emportera reprise de ces actes et engagements qui peuvent en découler, pour le compte de la société au moment de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

* * *

